

Une occasion manquée

Robert Harvey

L'hyperpuissance qui opère sous le nom ronflant d'« États Unis d'Amérique » a manqué une grande occasion au lendemain des événements du 11 septembre 2001¹. Au lieu d'aller dans le sens d'un monde qui attendait d'elle une réaction réfléchie, de nature à concevoir différemment la donne internationale et à reconnaître les besoins vitaux des autres régions et pays du monde, ils ont choisi de déclarer la guerre. C'est une guerre sans fin, transnationale, qui signifie à la fois tout et rien – une « guerre » contre le terrorisme. Sous prétexte d'arrêter le criminel saoudien, Ousama Ben Laden, et la bande de petits caïds qui l'entoure, croyant ainsi racheter leur vie désespérément frustrée, les États-Unis ont déployé leur supériorité militaire pour congédier, d'abord, les Talibans d'Afghanistan, le Parti Ba'as et Saddam Hussein d'Irak ensuite. Leur force de frappe est entrée en action et se fera entendre encore longtemps : ces deux pays sont à feu et à sang, d'autres attendent leur tour. L'Iran des Mollahs ne perd rien pour attendre. Une guerre contre le terrorisme est une guerre aussi permanente que ces lois d'exception réunies sous l'acronyme de USA PATRIOT Act (qui signifie, rappelons-le : « Unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils nécessaires à l'interception et à l'obstruction du terrorisme »). Une guerre contre le terrorisme est à la fois extrinsèque et intrinsèque au pouvoir qui la mène, le terrorisme étant étatique (à l'origine) et extra-étatique (et « uniquement » tel, selon les États qui le pratiquent encore). Or l'acte terroriste qui a déclenché cette guerre est, de fait, un crime ; le terroriste

1. Cf. Les deux excellents numéros de *Lignes* réunissant des textes profonds, justes et prémonitoires au sujet du 11 septembre 2001 et de ses séquences : *Lignes* n° 8 (nouvelle série), « Vainqueurs / Vaincus. Un monde en guerre » (mai 2002) et *Lignes* n° 12 (nouvelle série), « Le Nouveau désordre international » (octobre 2003).

est un criminel – non pas « de guerre », mais *de la vie sociale*. Alain Badiou l'a écrit : les attaques du 11 septembre 2001 constituent « *un incroyable crime de masse* ¹ » qui demeure avant tout un acte criminel. En tant que telles, ces attaques « *appel[aient] la mobilisation policière pour traquer et juger ses auteurs ou ses commanditaires* ». La réponse à ces actes aurait dû être de nature policière, et non militaire. Avoir manqué l'occasion de ne pas déclarer la guerre dans un cas de criminalité – aussi exorbitant soit-il – a provoqué l'enclenchement d'un processus de vengeance lui-même *hors-la-loi*. On procède au soupçon du criminel partout. La pente est paranoïaque, suicidaire. On se paie peu souvent le luxe de survivre pour regretter une telle guerre faite, comme l'écrivait Jean-Luc Nancy, « *pour émonder [le monde] de ce qui ne fait pas monde sous contrôle* ² ».

Deux itérations produites au lendemain du crime du 11 septembre 2001 à New-York illustrent de façon chiasmatisée ce que j'aimerais appeler ce « drame du dit et du tu » pour le monde en ce début de millénaire. L'une de ces itérations est venue si naturellement à la bouche collective étatsunienne, elle est si facilement répétée et si bien connue depuis lors qu'elle englutit intégralement le complexe affect primitif qui l'inspire. Elle se prononce officiellement, en plein jour tous les jours, mais dissimule une mésentente fondamentale dans le rapport des États-Unis avec le monde. Au sein de cette itération palpète toute l'hypocrisie de la politique étatsunienne et l'aveugle indifférence de ceux, parmi son peuple, qui la soutiennent. Le style de la seconde itération est si prévisible pour l'oreille de son destinataire que l'on s'étonne qu'elle n'ait été attestée que récemment.

Cette deuxième d'abord, puisqu'elle est effroyable de primitive violence, comme tout ce que le président des États-Unis brasse dans son cerveau. Réunissant ses conseillers spécia-

1. A. Badiou, « Considérations philosophiques sur quelques faits récents », in *Lignes* n° 8 (nouvelle série), mai 2002, p. 9, repris dans *Circonstances 1*, Paris, Éditions Lignes & Manifestes, 2003.

2. J.-L. Nancy, « Bilan succinct de la prétendue guerre avec l'Irak », in *Lignes* n° 12 (nouvelle série), octobre 2003, p. 7.

listes du contre-terrorisme, dans la soirée du 11 septembre 2001, George W. Bush a donné libre cours à « *tout acte de vengeance* », sans même préciser de quelles cibles il pourrait éventuellement s'agir. Les vannes de la torture, des arrestations arbitraires, de la détention indéfinie, du harcèlement général de tous ceux qui ne sont pas « avec nous » furent dès lors ouvertes. Nous savons depuis la parution de l'ouvrage de Richard A. Clarke, en 2004, qu'à cette occasion, Bush assura à ses conseillers que « *toute barrière qui [les] gêne a disparu* » et que, lorsque le Secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld tenta de l'avertir des restrictions légales pouvant entraver cette belle générosité, le Président éructa : « *Je me fiche de ce que diront les avocats internationaux, on va leur botter le cul [we're gonna kick some ass]*¹ ». Comme l'écrit succinctement Alfred W. McCoy, « *en ce seul jour fatidique, le Président Bush est passé tour à tour de sa frayeur du matin², et sa fuite de l'après-midi, pour arriver au soir à son parler pur et dur et l'ordre de torturer* ».

On ne connaît que trop bien la suite : Guantánamo, Bagram, Abu Ghraib, les « sites noirs » en Pologne, en Roumanie, en Thaïlande, les interrogatoires dits « poussées » ou « musclés » pour ne pas dire torture ; la « délocalisation » de la torture vers le Maroc, l'Égypte, la Syrie, l'Ouzbékistan quand on attend des prestations de qualité, comme entre la CIA et le KGB au bon vieux temps de la Guerre Froide : torturer et faire « disparaître ». Une panoplie d'actions barbares, aveuglément perpétrées. Ces actions portent certes des noms, mais ces noms sont détournés, pudiques, toilettés, euphémiques. Les dirigeants de ce grand pays, dûment élus par voie « démocratique » ont donné le feu vert, mais à mot couvert, à l'atrocité.

1. Richard A. Clarke, *Against All Enemies. Inside America's War on Terror*, New-York, Free Press, 2004. Cité dans *A Question of Torture. CIA Interrogation, from the Cold War to the War on Terror*, New-York, Henry Holt (A Metropolitan / Owl Book), 2006, p. 113.

2. Pour apprécier les sept minutes de la paralysie stupide qui frappa le Président au moment où il reçut l'horrible nouvelle, on peut voir le film de Michael Moore, *Fahrenheit 911* (2004) ou cliquer sur ce lien : <http://www.youtube.com/watch?v=ro3o-ld0CWw>

Quant à la première itération, il s'agit de « *ground zero* ». La capacité inavouée d'inhumanité, chez les Étatsuniens, se résume toute dans cette expression, adoptée unanimement avec une apparente spontanéité, au lendemain du crime, pour désigner la zone dévastée où se dressaient les deux tours du World Trade Center. Telle spontanéité pouvait laisser croire qu'il s'agissait d'un néologisme. Il n'en est rien, malheureusement. La formule avait déjà surgi une fois dans l'histoire et ce surgissement est lourd de l'amnésie qui peut frapper un peuple convaincu de son exceptionnalisme et de son indiscutable incarnation du Bien. Il faut ne jamais perdre de vue que le crime commis à ce que l'on appelle donc Ground Zero est l'unique raison avancée pour justifier les terres brûlées d'Afghanistan, d'Irak, et la guerre tous azimuts contre le terrorisme. Que nomme, au fond, « *ground zero* » ? Le 6 août 1945, à 7 h 54, une arme de destruction si massive qu'elle fera douter, un temps, qu'il s'agit d'une bombe oblitère instantanément 75 000 âmes. 200 000 autres mourront dans les heures, jours et mois qui suivent. Lorsqu'une bombe atomique explose (à 580 mètres du sol, en l'occurrence), l'hypocentre représente le point au sol à l'aplomb de l'explosion. La zone d'impact rayonne à partir de ce point. Les créateurs de la bombe atomique, réunis dans le Manhattan Project (ô ironies de l'histoire onomastique !), ont désigné ce point hypocentrique sous le nom de « *ground zero* ».

Rappelons-le, un seul État a recouru à l'emploi de la bombe atomique, mû par le désir exclusif – et patriotiquement déclaré – de *terroriser* le peuple d'un État ennemi. La récente adoption irréversible de « *ground zero* » pour sacraliser le lieu du crime subi à New-York revient à reconnaître (mais la reconnaissance est tacite – voilà le problème), que l'expression est chargée de toute la meurtrissure, de tout le deuil du peuple affecté. Réunir explicitement et d'un commun accord ces deux événements produirait un retour du refoulé susceptible, peut-être, de justifier à sa suite toute une série de mensonges : la mauvaise foi qui cautionne la terreur étatique, dont les États-Unis s'avèrent parfaitement capables. Un chiasme se forme donc entre l'intention de « botter

des culs » (on ne sait trop à qui), et « *ground zero* » (qui en justifie la nécessité impérieuse). Le long de l'un des axes, la vérité, dans toute sa splendeur, mais camouflée sous le secret d'État ; de l'autre, l'ensevelissement qui est un déni collectif, mais qui se tient à une infime distance de la révélation de l'immense culpabilité d'un crime de masse.

Que les Talibans aient été le pur produit des services secrets étatsuniens œuvrant à entraver l'avance du régime fantoche de l'Union Soviétique, l'opinion étatsunienne – en supposant qu'elle l'ait jamais su (ou seulement cherché à le savoir) – l'avait depuis longtemps oublié. Que le bourreau de Bagdad, que Bush se plaisait dans les mois qui suivirent l'automne 2001 à comparer à Hitler, ait été l'allié des États-Unis dans leur lutte contre la Révolution islamiste en Iran, l'opinion pouvait très bien se le rappeler : la télévision montrait régulièrement la célèbre photo de la poignée de mains amicale entre Saddam et Donald Rumsfeld. Entre *regarder* (en l'occurrence un téléviseur) et *voir*, toutefois, il y a la même faille incommensurable qu'entre *écouter* et *entendre*.

De mèche avec cette gouvernance étatsunienne qui a raté une des plus grandes occasions de l'histoire moderne de se taire (de ne pas faire parler les armes), le public ne veut ni voir ni entendre. C'est pour cela qu'il est si facile de manipuler cette opinion et de manipuler, par extension, les législateurs qui la « représentent » au moyen d'une sémantique pervertie, en usage depuis le 11 septembre 2001. Ce qu'Alain Badiou désigne sous les termes de « *nominations dominantes* » n'est jamais spontané, mais bien « *sous le contrôle des puissances établies et de leur propagande* ». Il en va ainsi d'un lexique qui empoisonne l'opinion et anesthésie la contestation. En supplément aux exemples cités, trois autres méritent que l'on s'y arrête. Au sujet de la force coercitive et mortifère du vocable « *patriot* », je renvoie mon lecteur au livre que j'ai publié avec Hélène Volat : *De l'exception à la règle. USA PATRIOT Act* (Lignes & Manifestes, 2006). Variante perverse du concept de prévention, l'*imperium* étatsunien instaure la politique de « *preemption* ». Fondé sur la

conviction (réelle ou hallucinée) qu'un autre pouvoir militaire aurait l'intention de frapper les États-Unis ou ses « intérêts », l'on déclenche une guerre « *preemptive* » avec ou sans l'aval de la communauté internationale. La politique de la « *preemption* » s'étend également à la police des individus. Ainsi, n'importe qui – étranger ou citoyen –, n'importe où dans le monde, peut être arrêté pour avoir rêvé ou *pour avoir été imaginé rêvant* de commettre un acte dit « terroriste ».

Dans le film de Werner Herzog de 1984, intitulé *Wo die grünen Ameisen träumen* (*Là où rêvent les fourmis vertes*), Hackett, un ingénieur animé de velléités de dissidence à l'encontre de l'entreprise d'exploitation minière qui l'emploie dans le désert australien, invite un ami aborigène à commenter le différend qui semble empêcher la moindre justice de se faire entre exploités et exploités. L'Aborigène offre, tout simplement, cette réponse : « *Vous, les Blancs, vous ne savez pas où vous allez. C'est pour ça que vos projets sont frappés de nullité*¹. »

Ainsi le grand déploiement de tous ces signifiants dépourvus d'un quelconque sens *sensé*, conjugué à l'amnésie béate d'un peuple, provoque-t-il la destruction de la capacité d'être témoin – la destruction de ce qui s'énonce plus précisément en anglais sous le vocable « *witnessness* » proche du néologisme français de « *témoignité* ». Être prêt à être témoin, avoir cette *capacité* (« *ness* ») à fleur de peau, c'est pouvoir traduire entre deux instances, deux cultures, deux êtres-ici-dans-le-monde. Sans cette capacité – ce « *witnessness* » – aucun souci de l'autre ne peut survivre, seulement un pingre « *souci de soi* ». « *Witnessness* » est le nom de la capacité de demeurer dans un rapport avec l'autre, d'être prêt pour témoigner d'une faille – une faille étant une différence, le contraire d'un prétexte à dispute, conflit, assassinat, guerre. L'établissement d'un « *ground zero* » dépourvu de tout rapport lucide et conscient à Hiroshima signe la destruction de la capacité de témoigner de ce rapport et, par conséquent, la

1. La meilleure analyse de ce film est celle de Bill Readings, « Pagans, perverts or primitives? Experimental justice in the empire of capital », in Andrew Benjamin, éd. *Judging Lyotard* (New York, Routledge, 1992), p. 168-191.

destruction de la capacité à éviter la répétition du crime.

Dans une autre scène de *Là où révent les fourmis vertes*, un étrange témoignage a lieu au milieu du procès que la « civilisation » concède aux Aborigènes, pour faire montre de sa magnanimité. Sans qu'on l'appelle, un homme se lève au cours de l'audience et prononce un discours. La sincérité de sa voix, sa dignité somatique et vestimentaire indiquent qu'il est en train de porter un témoignage. Le juge interpelle le procureur : « *Cet homme fut présenté à la cour comme étant muet. Comment expliquez-vous sa faculté de parler ? Pourquoi n'a-t-il pas été appelé comme témoin ?* » « *Monsieur le Juge, répond ce dernier, Mister Balai-La est le dernier survivant de son groupe. On l'appelle "le Muet" puisque personne ne comprend sa langue. Il parle, mais personne ne l'entend* ». Et nous autres, témoins de ce témoin, avons beau vouloir accueillir de bon cœur le récit que le Muet désire nous transmettre : la loi le congédie. Le témoin muet est, pour la loi, un témoin nul.

L'être pleinement muni de la faculté de témoigner se contente de sa capacité de vivre chez l'autre à condition d'avoir l'intelligence silencieuse de guetter cet autre. Tandis que le témoin est généreux de paroles dont le sens est tout à fait saisissable, l'individu « *en witnessness* » préfère se taire et cultiver son affinité avec l'autre. Le témoin est comme ces personnages d'une loquacité inouïe des textes de Beckett jusqu'à *Comment c'est*. La mise en scène de l'individu en « *witnessness* » apparaît dans cet intraduisible récit-poème tardif de Beckett, *Worstward Ho*, que l'on a pourtant traduit par *Cap au pire*. Cet auteur qui ne ratait jamais une occasion de se taire savait quelque chose du parler aux confins du silence.

« *Une longue guerre, nous sommes avertis* », écrivait Alain Badiou en 2002 dans les pages de cette revue. Hélas, oui. Quelqu'un, en janvier 2009, succédera au règne de George W. Bush : Obama, McCain, Giuliani ou Rodham Clinton. Entre-temps, l'« opposition » étatsunienne, si sujette au vent des sondages, toujours prête à tous les compromis, lâche en somme, attend ce lointain moment au lieu de prendre ses responsabilités *maintenant*,

comme si l'élection de novembre 2008 allait tout régler. Au lieu de cela, et afin de « protéger » ce peuple béni, nous avons inventé la guerre « *preemptive* » contre le « terrorisme ». Cette guerre permanente et tous azimuts se soucie comme d'une guigne des Conventions de Genève. Et ce peuple béni continue de porter librement ses armes à feu et maintient fermement sa place de sixième au monde en nombre d'exécutions capitales ¹. Ce peuple béni qui, avec son système de santé publique barbare, et qui avec ses infrastructures risiblement délabrées, arriérées, vétustes crie bêtement qu'il est « le meilleur » désespère de comprendre pourquoi « ils » « nous » haïssent. « Ils » doivent être jaloux de « notre » « liberté ». Tous ces guillemets traduisent un mal profond – un mal qui n'est pas tant moral que pathologique. Et, tandis que l'« opposition » étatsunienne se prélassse avec son éternelle lassitude, ce mal progresse inexorablement. Où est la force des faibles qui se substituerait à cette faiblesse des forts ?

En cela, la nouveauté du successeur à Bush le Petit importe peu : la loi même du pays n'est plus cette vieille Constitution que l'on malmène, mais le USA PATRIOT Act, cette loi d'exception permanente. Le nouveau président ne pourra pas non plus corriger ce que le viol d'Irak a accompli : sa transformation en terrain propice à la multiplication des criminels agissant au nom de dieu. Cela pour dire que je doute fort que le prochain président réussisse l'exploit d'être le premier Étatsunien qui énonce la vérité, afin de tenter de faire la paix avec le monde et d'assumer, ainsi, ne serait-ce que le début de sa fonction de première puissance mondiale. À cette grâce et à cette générosité, l'éloquence des maîtres fera sans doute défaut ².

1. Dans les douze États américains qui l'ont pratiquée en 2006, il y eut 53 mises à mort. En Iran 177, au Pakistan 82, en Irak et au Soudan au moins 65. Selon Amnesty International, la Chine aurait exécuté cette même année au moins 1 010 individus.

2. Cf. . Les belles pages de Michel Surya dans « Figures du rebut humain », *Lignes* N° 8, mai 2002, p. 183-84.